

Cesson-Sevigne
6 rue de la Carriere
35510 Cesson-Sevigne

Tél : +33787330263
Mél : damien.dorange@bureauveritas.com

N° affaire : 26319932/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **56/LORIENT/GHBS/ONCOLOGIE/SPS**
RUE LOUIS GUIGUEN
56100 LORIENT

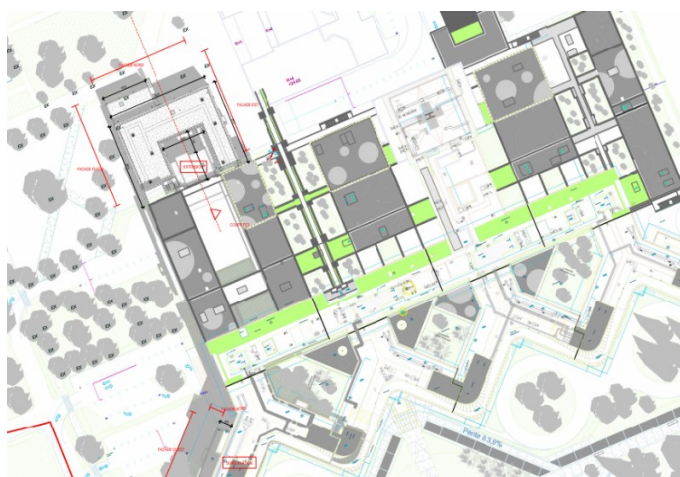
Destinataire :


GROUPE HOSPITALIER BRETAGNE SUD
PERRINE MARGOTTAT
5 AVENUE CHOISEUL BP 12233
56322 LORIENT CEDEX

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 1



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
05/05/2025	Rev0	Elaboration du PGC et annexes	Damien DORANGE
09/05/2025	Rev1	Mise à jour selon remarques MOA du 09/05/2025	Damien DORANGE
29/05/2025	Rev2	Incorporation de la NOC comme document de référence portant sur les mesures d'organisation de chantier. Révision suite à la réunion du 22/05/2025	Damien DORANGE 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	13
3.2.1. Clôture et portail	13
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	14
3.2.4. Signalisation	16
3.2.5. Stationnements	16
3.2.6. Stockage	16
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	17
3.2.8. Cantonnements et entretien	18
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	20
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	21
3.3.2. Plan d'installation de chantier	21
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	22
4. MESURES DE COORDINATION SPS	23
4.1. Définition des séquences d'interventions	23
4.2. Analyse de risques	24
4.3. Co-activités et protections collectives	28
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	28
4.3.2. Déplacement de protection collective	29
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	29
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	29
4.4. Equipement de levage	30
4.4.1. Autorisation de survol	30
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	30
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	30

4.5.1. Approvisionnements et stockage	30
4.5.2. Travaux superposés	30
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	31
4.5.4. Protection contre le bruit	31
4.5.5. Protection contre l'incendie	31
4.5.6. Travaux en hauteur	31
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	32
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	32
4.6. Moyens communs	32
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	32
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	32
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	33
4.6.4. Protection des accès – Auvents	33
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	33
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	34
5.1. Stockages sur le chantier	34
5.2. Nettoyage	34
5.3. Enlèvement des déchets	34
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	34
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	35
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	35
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	36
6.1. Déclarations particulières	36
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	36
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	37
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	37
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	38
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	38
6.7. Cas particulier	38
7. ORGANISATION DES SECOURS	39
7.1. Téléphone de secours	39
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	39
7.3. Travail isolé	39
7.4. Procédure d'organisation des secours	40
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	40
7.6. Point de rencontre secours	40
7.7. Modèle de fiche de secours	41
8. CISSCT	42
8.1. Objectifs du CISSCT	42
8.2. Constitution du CISSCT	42
8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.	42
8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T.	42
ANNEXES AU P.G.C.	43

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

ELEMENTS FOURNIS POUR ETUDE :

- Des CCTP contenus dans le dossier d'étude envoyé le 30/04/2025 par mail (*NOTA : seuls les paragraphes relatifs aux généralités administratives sont étudiés. L'analyse du détail technique de la mission n'entre pas dans la mission de CSPS*).
- Des plans contenus dans le dossier d'étude envoyé le 30/04/2025 par mail
- Du mail de la maîtrise d'ouvrage indiquant qu'il n'existe aucune présence d'amiante dans les zones de travaux concernées par l'opération. Mail annexé au registre journal.
- De la Notice d'Organisation de Chantier désignée "NOC" et annexée au dossier de consultation par le maître d'ouvrage.

ELEMENTS NON FOURNIS POUR ETUDE :

- Sans avoir été associé à la phase d'élaboration et de conception du projet (Cf. Article R4532-4 et suivants du Code du Travail).

Cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions du Code du Travail applicable aux opérations de Bâtiment et de Génie Civil, issus de la Loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993 (Modification du Code du Travail en Mai 2008).

En cas de contradiction entre le CCTP ou le CCAG de la maîtrise d'ouvrage et la prescription du PGC, la ou les articles de loi liés au sujet traité sont prioritaires dans l'ordre de préséance des documents soumis aux entreprises.

Sans déroger au principe ci-dessus, la NOC du maître d'ouvrage prévaut aux dispositions organisationnelles en cas de contradiction avec le PGC.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Agrandissement de l'aile nord et restructuration de l'aile sud du service oncologie du GHBS.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appel d'offres
Mode de passation des marchés : lots séparés
Types de marchés : Publics

Il n'est pas précisé dans les pièces écrites si la mission est régie par la NFP-03-001 sauf pour la partie "réception des ouvrages" décrits dans le paragraphe spécifique des CCTP des lots.

L'ordre de préséance des pièces est stipulé dans le CCAG de l'opération

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 août 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 17

Phasage des travaux: Pas de phasage de travaux. L'opération prends fin à la livraison des ouvrages.

1.1.4. Démarche environnementale

En complément du chapitre 20 du CCTP Commun de la maîtrise d'ouvrage relatif aux déchets de chantiers, il convient d'adopter les démarches suivantes :

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

De plus, les entreprises doivent pouvoir justifier du traitement des déchets conformément à la loi AGECE du 01/07/2021, ainsi, ils doivent pouvoir justifier :

- Des modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue
- Des lieux de collecte prévus pour le dépôt des déchets (déchèteries professionnelles, points de collecte...). Ces derniers devant être identifiés au moyen d'une adresse et d'une raison sociale.
- Des bordereaux de mise en déchetterie et de traitement des déchets.

En cas de contradiction entre le CCTP de la maîtrise d'ouvrage et la prescription du PGC, la ou les articles de loi liés au sujet traité sont prioritaires dans l'ordre de préséance des documents soumis aux entreprises.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 17 LOTS définis selon les CCTP fournis à l'étude :

- 01 - Terrassements / Vrd / Espaces verts
- 02 - Gros oeuvre / Démolition / Fondations
- 03 - Charpente bois
- 04 - Etanchéité
- 05 - Menuiserie aluminium
- 06 - Bardage métallique
- 07 - Métallerie
- 08 - Menuiserie bois
- 09 - Doublage - Cloisons sèches
- 10 - Revêtements de sols souples
- 11 - Plafonds suspendus
- 12 - Peinture
- 13 - Agencement
- 14 - Plomberie / Ventilation / Chauffage / Traitement d'air
- 15 - Fluides médicaux
- 16 - Distribution pneumatique
- 17 - Électricité / Courants faibles / SSI

En cours de travaux, cet article renvoie au registre journal où les éléments sont tenus à jour.

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Effectif estimé selon les informations du MOA : 80 travailleurs simultanés au maximum.

En cours de travaux, cet article renvoi au registre journal où les éléments sont tenus à jour.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	GROUPE HOSPITALIER BRETAGNE SUD	5 AVENUE CHOISEUL BP 12233 56322 LORIENT CEDEX	p.margottat@ghbs.bzh	PERRINE MARGOTTAT
Maîtrise d'œuvre mandataire	AIA Architectes	13 boulevard Jean Monnet 56 260 LARMOR PLAGE	07 63 45 97 10 jb.leguen@a-i-a.fr	Jean-Baptiste LE GUEN
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION AURAY	2, rue de Suède 56400 AURAY	07 87 33 02 63 damien.dorange@bureauveritas.com	Damien DORANGE
Inspection du travail	DDETS 56 LORIENT	3, rue Jean Le Coutaller 56100 LORIENT	ddets-uc2-7@morbihan.gouv.fr	Mr l'Inspecteur du Travail
CARSAT	CARSAT BRETAGNE	236, rue de Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	06 87 19 62 63 magali.gaultier-le-cossec@carsat-bretagne.fr	Magali GAULTIER - LE COSSEC
OPPBTP	OPPBTP BRETAGNE	18-20, rue Bahon Rault 35000 RENNES	06 82 69 19 69 eric.perrot@sbalu.fr	Bruno COLIN

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du PPSPS au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'ouvrage pour non remise de document.

L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé

Article L4744-6 du Code du Travail :

*Le fait pour les travailleurs indépendants, ainsi que pour les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, de ne pas mettre en œuvre les obligations qui leur incombent, des dispositions législatives et réglementaires du chapitre V du titre III du livre V de la présente partie, **est puni d'une amende de 4 500 euros.***

Pour tout autre type de pénalités : Se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de

nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

- Accès provisoire phase chantier :

L'accès aux zones de travaux se fait par l'entrée générale du centre hospitalier située : 5, Avenue de Choiseul à LORIENT SAUF P.L

Les véhicules personnels suivent le balisage existant pour stationner sur le parking du centre hospitalier (détails au chapitre 3.2.5 du présent PGC) repéré sur le PIC

Les véhicules et engins de chantier suivent le balisage provisoire de chantier installé par le **LOT GROS OEUVRE** pour se rendre sur le Parking "REMY" sur la zone SUD de l'opération.

Le parking travaux "REMY" sera partiellement réservé aux travaux, balisé et totalement clôturé (détails au chapitre 3.2.5 du présent PGC)

Le parking travaux fait partie intégrante de l'opération.

L'accès PL est repéré sur le PIC.

Un schéma de circulation est fourni aux entreprises par le maître d'ouvrage.

Les entreprises sont responsables de la transmission des informations auprès de leurs livreurs, prestataires, sous-traitants.

L'aménagement, l'entretien courant et l'entretien lié à la pérennité des ouvrages d'empierrement et d'accès au chantier est d'fini dans la NOS du maître d'ouvrage.

Le balisage depuis l'entrée du site vers TOUTES les zones de travaux est réalisé par l'entreprise désignée dans la NOC du maître d'ouvrage en suivant les indications du PIC

- Réseaux existants :

Avant tout commencement des travaux dans le bâtiment existant, chaque entreprise doit recenser, dans l'emprise du chantier, les réseaux et canalisations situés dans les zones de travaux. Les travaux de pose ne peuvent démarrer qu'une fois les installations électriques et des divers fluides neutralisés en coordination avec les services techniques de l'établissement.

Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988).

- Réseaux provisoires :

- Eau potable :

L'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage, se charge des démarches auprès des concessionnaires, puis réalise et entretient les réseaux d'alimentation d'eau potable, pour l'ensemble du chantier et jusqu'à la fin de l'opération.

- Electricité :

L'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage, se charge des démarches auprès des concessionnaires, puis réalise et entretient les réseaux d'alimentation d'électricité pour l'ensemble du chantier et jusqu'à la fin de l'opération.

- Matières usées :

L'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage, se charge des démarches auprès des concessionnaires, puis réalise et entretient les réseaux d'évacuation des matières usées y compris pour la base vie pour l'ensemble du chantier et jusqu'à la fin de l'opération.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Pendant la période de préparation :

le **LOT GROS OEUVRE** installe une clôture d'une hauteur de deux mètres minimums y compris portail(s) à deux vantaux fermant à clé (chaîne et cadenas à code) et portillon(s) fermant à clé afin de rendre le chantier clos et indépendant vis à vis des tiers pour la durée du chantier.

Cette clôture doit être mise en œuvre avant toute intervention de terrassements généraux.

Les portails et portillons ouvrent à l'intérieur du chantier et ne peuvent débattre sur l'extérieur de l'emprise de l'opération.

Pour la durée du chantier, **l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage** affiche visiblement et durablement sur chaque façade de la clôture les panonceaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire ».

Pour la durée du chantier, **l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage** installe visiblement et durablement le panneau « sortie de chantier » pour chaque sens de circulation sur la voirie.

l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage réalise une inspection quotidienne de la clôture. **l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage** adapte, entretient et maintient en bon état permanent la clôture et en assure la fermeture quotidienne jusqu'à la réception de l'opération.

Si pour des besoins de stationnement ou de stockage, une zone complémentaire doit être ajoutée par rapport au PIC diffusé, la clôture de chantier prends alors place autour de ces dernières afin de les inclure dans le périmètre de l'opération.

3.2.2. Accès

Modalités ADMINISTRATIVES d'accès au chantier :

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- **OBTENIR** préalablement l'**AGREMENT** de la maîtrise d'ouvrage (démarche de l'entreprise titulaire pour son sous-traitant envisagé). Aucune inspection commune ne peut être menée avec une entreprise qui n'est pas agréée. Le délai légal est de faire la demande 21 jours avant intervention.

Dans le PGC, nous demandons 4 semaines afin d'obtenir une semaine supplémentaire pour organiser le rendez-vous.

- **OBLIGATION** de participer à l'**INSPECTION COMMUNE** conduite par le coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire organise le rendez-vous en convenant de celui-ci avec le coordonnateur 10 jours minimum avant la date de démarrage souhaitée. Les rendez-vous doivent être groupés (par séquence) en priorité lors des réunions de chantier.

Les demandes de rendez-vous isolés, hors dates de réunions ou de visites programmées ne sont pas recevables et peuvent être refusées par le CSPS.

- **REMISE** au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (**PPSPS**), approprié et conforme au PGCSPS dans un délai minimal de 5 jours ouvrés avant la date d'intervention planifiée. **PPSPS PAR COURRIEL UNIQUEMENT.**

Définition d'un PPSPS conforme : PPSPS avec harmonisation sans remarque du CSPS

Rappel Art. 4323-63 du code du travail :

[...] Cette inspection commune est réalisée avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé [...]

L'envoi anticipé des projets de PPSPS est autorisé mais reste soumis à harmonisation et à correction avant d'être considérés comme conforme.

Nous vous rappelons qu'aucune entreprise ne pourra débiter ses travaux avant d'avoir réalisé une inspection commune et transmis son PPSPS.

Un PPSPS transmis au SPS ne suffit pas

Modalités PRATIQUES d'accès au chantier :

Au niveau des accès du chantier, les entreprises ont l'obligation d'aménager, de maintenir et de favoriser en fonction des phasages définis par le Maître d'œuvre :

- La circulation et les accès des piétons.
- Les livraisons et approvisionnements.

Les circulations communes sont aménagées au fur et à mesure de l'avancement du chantier, en respectant les principes de sécurité et de protection des travailleurs, conformément au code du travail et en respectant les voies et empiétements des zones chantier prévues sur les propositions de plans d'installations de chantier (suivant phasage).

L'ensemble des circulations est entretenu et éclairé. La signalisation des circulations doit évoluer et suivre les modifications du tracé des voies et accès si nécessaire.

Les accès doivent toujours être libres et entretenus afin de permettre l'intervention des services de secours.

Les accès au chantier doivent pouvoir être condamnés en dehors des heures ouvrables

L'entreprise désignée dans la NOC du maître d'ouvrage a, à sa charge la stabilisation des abords des bâtiments neufs par empierrement en surlargeur de trois mètres minimums. L'entretien de ces structures est à charge du même lot en cours de chantier

Le **LOT GROS OEUVRE** est responsable de la fermeture du chantier en phase GO.

En cas de départ du chantier de l'entreprise (phase second œuvre), un lot successeur doit être défini comme responsable de la fermeture de chantier.

Le maître d'ouvrage désigne 15 jours avant la fin du lot gros œuvre, l'entreprise en charge de la fermeture du chantier.

- Accès provisoire phase chantier :

Voir chapitre 3.1 du PGC)

3.2.3. Circulations

Généralités :

Les zones de circulation menant aux bâtiments doivent être maintenues dégagées de tous déchets, matériaux et matériels. Chaque intervenant veille à respecter ce point.

Circulations horizontales en phase gros œuvre

l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage entretient chaque construction et pendant la totalité de son intervention assure le nettoyage des voiries intérieures et des places de stationnements du chantier comprises à l'intérieur des clôtures. Ce nettoyage comprend autant que de besoin le lavage et l'humidification des voiries et des places de stationnement pour notamment réduire les émissions de poussières.

l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage installe et entretient un poste de nettoyage des bottes à l'entrée de la zone des locaux de vie.

Les accès à chaque construction sont aménagés en sécurité et entretenus quotidiennement par **l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage** pour permettre des accès propres pour les ouvriers jusqu'à son départ du chantier.

L'empierrement, le nivellement, le compactage et la stabilisation des terrains ou des pieds de façades pour permettre les accès, l'amenée des matériaux ou la mise en œuvre d'échafaudage ou la circulation de nacelles élévatrices dans de bonnes conditions de travail sont réalisés par **l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage** (empierrement en surlargeur de trois mètres minimum). L'entretien courant est à charge **l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage**, les reprises de structure sont à charge du même lot.

l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage se charge de garantir un accès nivelé jusqu'aux nez de dalles afin de faciliter les livraisons des corps d'état secondaires

Circulations horizontales en phase second œuvre

Le **LOT GROS OEUVRE** maintient les dispositions relatives aux circulations extérieures et périphériques.

l'entreprise désignée dans la NOC du maitre d'ouvrage installe le balisage total intérieur du chantier : Accès, directions, PRS.

L'ensemble des entreprises maintiennent les circulations libres de tout obstacle.

Les alimentations des tableaux électriques sont maintenues au sol par le **LOT ELECTRICITE** pour annuler tout risque de chute de plain-pied

S'il est prévu une protection de ses ouvrages de type mousse semi adhésive, elle est rendue immobile afin de ne pas créer de plis et de risques de chutes de plain-pied.

Le nettoyage des parties courantes est réalisé par toutes les entreprises. En cas de défaillance, le maitre d'œuvre d'exécution désigne une entreprise responsable, aux frais des entreprises sur site.

Circulations verticales

Chaque escalier béton définitif est intégré à chaque bâtiment neuf à l'avancement des travaux pour permettre de desservir l'étage supérieur. En cas d'impossibilité le lot **GROS OEUVRE** se charge de la mise en œuvre d'escaliers provisoires.

Echelles, échafaudages ou plates-formes de travail doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment répondre aux exigences du décret n°2004-924 du 1er septembre 2004.

L'utilisation d'échelles, d'escabeaux et de marchepieds comme poste de travail est interdite (cf. article R4323-63 du code du travail) : Une échelle est un moyen d'accès et non un support de travail : les entreprises doivent prévoir pour les travaux en hauteur l'utilisation d'échafaudages ou de plate-forme individuelle de travail protégés. Lorsqu'une échelle est utilisée, elle doit être fixée ou maintenue de façon à ne

pouvoir ni glisser du bas ni basculer. Cette échelle doit dépasser l'endroit où elle donne accès d'un mètre au moins, ou être prolongée par une main courante à l'arrivée.

L'utilisation de plateformes roulantes ultra mobile est privilégié (type STEPPER ou DUARIB RS ou équivalent).

3.2.4. Signalisation

Dès l'accès au chantier, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, le **LOT GROS OEUVRE** installe, entretient et maintient en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port du casque obligatoire »,
- « port des bottes ou chaussures de sécurité obligatoire »,
- Panneaux signalant le(s) passage(s) interdit(s).
- Directions, accès livraison, accès aux bâtiments, désignations des zones spécifiques et ce, DEPUIS L'ENTREE DU SITE
- PRS (Point Rassemblement secours)

L'ensemble de ces éléments sont reportés sur un plan spécifique ou sur le PIC et soumis à avis CSPS.

Chaque lot est responsable de la mise en œuvre des dispositifs de signalisation visant à interdire l'accès aux autres intervenants. Cela concerne notamment les travaux en élévation et les levages de charge (charpente, couverture, approvisionnements menuiseries extérieures...).

NOTA BENE concernant la signalisation sur voirie externe (notamment sortie de chantier, camions...), la signalisation routière précitée est répartie comme suit :

l'entreprise désignée dans la NOC du maître d'ouvrage est responsable de l'affichage durant toute l'opération.

3.2.5. Stationnements

En phase préparation de chantier :

- Les entreprises fournissent au maître d'œuvre d'exécution leurs besoins respectifs en termes de stationnement d'engins, engins de levage (nacelles), véhicules chantiers, véhicules de personnels chantier.
- Le maître d'œuvre collecte et synthétise ces informations afin de les reporter ou les faire reporter sur le PIC en y ajoutant les sens de circulation obligatoire et au besoin, les moyens d'accès et de sortie du chantier sécurisé (homme guide au sol, feux de chantier.)

En phase réalisation :

Les règles suivantes sont appliquées durant toute la durée de l'opération :

- Les stationnements de véhicules et d'engins sont effectués dans l'emprise chantier (parking ou zone de travaux).
- Aucun encombrement des voies publiques ne peut avoir lieu.
- Les véhicules personnel sont stationnés sur le parking du centre hospitalier en respectant le code de la route et les frais de stationnements s'ils sont applicables.
- Les autorisations d'utilisation du domaine public sont à la charge administrative et financières des entreprises demandeuses.

L'ensemble de ces dispositions sont reportées sur le PIC.

3.2.6. Stockage

En phase préparation de chantier :

- Les entreprises fournissent au maître d'œuvre d'exécution leurs besoins respectifs en termes de stockage en place, sécurisé, nécessitant des conditions de stockage particulières, stockage de produits dangereux, stockages à contenir en locaux ventilés, etc...
- Le maître d'œuvre collecte et synthétise ces informations afin de les reporter ou les faire reporter sur le PIC en y ajoutant les pictogrammes nécessaires que le lot **GROS OEUVRE** devra reporter dans sa signalisation de chantier.

En phase réalisation :

Les livraisons de matériaux et matériels se font par des véhicules avec des gabarits impérativement à adapter. Les livraisons se font suivant plan d'installation de chantier et pendant les horaires d'ouverture du chantier. Les stockages se font sur les zones prévues à cet effet pour chaque corps d'état.

Il est expressément demandé au **LOT GROS OEUVRE** de mettre à disposition de toutes les autres entreprises qui lui en feraient la demande, la grue pendant toute la durée de présence de celle-ci sur le chantier. Un protocole écrit sera établi avec les entreprises concernées. La grue doit rester suffisamment longtemps pour permettre l'approvisionnement de tout le second œuvre

Dans le mois précédent le départ de la grue, le maître d'œuvre d'exécution organise les dispositions nécessaires à la livraison depuis les espaces de stockage (recettage en échafaudage, mise en service anticipée des ascenseurs, etc... et mets le PIC à jour au regard des dispositions retenues.

Dans le cas de locaux ou d'ouvrages destinés à l'entreposage de matières ou de substances dangereuses, énoncer les mesures particulières à prendre sur le site en fonction des produits rencontrés (ventilation, extraction ...) dans les PPSPS des entreprises concernées.

Le stockage des matières dangereuses sera à préciser dans les PPSPS des entreprises utilisant ce type de produit

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées et utiliser les moyens adéquats afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Chaque entreprise est responsable de l'enlèvement de tous les excédents et déchets de matériaux mis en œuvre.

Pour les produits dangereux elle prend toutes les dispositions nécessaires conformément à la réglementation.

Chaque entreprise est tenue de nettoyer son chantier et d'évacuer quotidiennement ses gravats et déchets vers les zones de stockages appropriées.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

En complément des éléments mentionnés au 3.1 ACCES AU SITE ET RESEAUX PROVISOIRES, voici quelques précisions :

- Adduction d'eau potable (AEP) (réseau intérieur, y compris l'évacuation) :

Batiment neuf zone NORD:

A partir des points de raccordement laissés par le **LOT GROS OEUVRE** ou **VRD**, le **LOT PLOMBERIE** installe, pour chaque bâtiment et chaque niveau, un point de puisage avec un robinet à nez fileté et un réceptacle. La distance maximale entre deux points de puisage ne peut excéder 40ml.

Pour les travaux de restructuration et surélévation en zone SUD:

le **LOT PLOMBERIE**, après accord avec MOA et MOE, crée des points d'AEP depuis le réseau existant.

La distance maximale entre deux points de puisage ne peut excéder 40ml.

L'écoulement sauvage des ruisselantes au droit du point d'eau provoquant un risque de glissade est interdit. Il convient de prévoir l'écoulement soit par récupération et évacuation vers le réseau EU, soit par drainage naturel avec concassé au droit des point d'arrivée d'eau du chantier.

- Electricité (réseaux intérieur et extérieur, force et éclairage) :

Batiment neuf zone NORD:

Les réseaux provisoires comprennent la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

A partir des points de raccordement laissés en attente par le **LOT GROS OEUVRE ou VRD**, le **LOT ELECTRICITE** réalise l'installation électrique de chantier conformément à la réglementation en vigueur.

Cette installation comporte au minimum :

- A chaque niveau de chaque bâtiment, un ou des coffrets normalisés comportant quatre socles de prises de courant monophasés 10/16 A+T,

Aucun point de chaque pièce ou local ne doit être distant d'un coffret de plus de 25ml.

Pour les travaux de restructuration et surélévation en zone SUD:

le **LOT ELECTRICITE**, après accord avec MOA et MOE, crée des piquages depuis le réseau existant afin de fournir un ou des coffrets normalisés comportant quatre socles de prises de courant monophasés 10/16 A+T.

Aucun point de chaque pièce ou local ne doit être distant d'un coffret de plus de 25ml.

Les installations provisoires d'éclairage extérieur sont si besoin réalisées, entretenues et maintenues en état de bon fonctionnement par le **LOT ELECTRICITE**

Les installations provisoires d'éclairage intérieur sont réalisées, entretenues et maintenues en état de bon fonctionnement par le **LOT ELECTRICITE**.

L'éclairage des postes de travail spécifique incombe à chaque entreprise intervenante.

NOTA BENE : le LOT TERRASSEMENT - VOIRIE - RESEAUX DIVERS gère directement ses propres installations de chantier et besoins en eau et électricité pour ses phases d'intervention.

3.2.8. Cantonnements et entretien

En complément du chapitre 5 de la notice d'organisation de chantier de la maîtrise d'ouvrage relatif aux cantonnements et installations sanitaires, il convient d'adopter les démarches suivantes :

EN PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER :

- Les entreprises fournissent au maître d'œuvre d'exécution leurs besoins respectifs en termes d'effectif maximum sur chantier, de mixité ou autre élément relatif à la vie sur site.

- Le maître d'œuvre collecte et synthétise ces informations afin de les reporter ou les faire reporter sur le PIC en y ajoutant les pictogrammes nécessaires que le lot **GROS OEUVRE** devra reporter dans sa signalisation de chantier.

AVANT OUVERTURE ET DEMARRAGE DE CHANTIER :

Le **LOT GROS OEUVRE** fournit et installe les locaux de vie et d'hygiène (salle de réunion, sanitaires femmes et sanitaires hommes, vestiaires femmes et vestiaires hommes et réfectoires), y compris le branchement de toutes les énergies et fluides, pour l'ensemble des entreprises titulaires excepté le **LOT TERRASSEMENT - VOIRIE - RESEAUX DIVERS** qui doit ses propres installations de chantier et sanitaires pour ses phases de travaux.

AU COURS ET DURANT TOUTE L'OPERATION :

Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et D'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, Conformément aux articles R4534-139 et suivants.

Les cantonnements de chantier sont repérés sur le PIC et le balisage pour y accéder depuis l'entrée principale de l'opération est maintenu en état pendant toute la durée de l'opération.

Installations communes de vie collective

Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.

Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. Ces locaux devront être opérationnels avant le démarrage des travaux.

Chaque intervenant a l'obligation au cours de la phase d'étude de son projet, de fournir à la maîtrise d'œuvre, l'ensemble de ses besoins en stockage longue durée (conteneurs) nécessitant une organisation générale du chantier à inscrire sur le PIC.

Vestiaires

Il est mis à la disposition des travailleurs, des locaux vestiaires SUR LE CHANTIER conformément à l'article R4534-139 du Code du Travail.

Ces locaux devront être opérationnels avant le démarrage travaux et dimensionnés par rapport à l'effectif de pointe.

Le non-respect de cette disposition réglementaire ou l'absence de vestiaire, interdit le change sur chantier et oblige l'ensemble des salariés à arriver en tenue de travail.

Réfectoire

Le réfectoire est dimensionné pour l'effectif de pointe. Il est équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments est prévu, ainsi qu'un garde-manger ou réfrigérateur.

Il est strictement interdit de manger dans la zone des travaux hors cantonnement.
Toute boisson alcoolisée est interdite sur le chantier.

Le non-respect de cette disposition réglementaire ou l'absence de réfectoire, interdit de facto tout repas sur chantier.

Sanitaires

Il est mis à disposition des travailleurs des sanitaires alimentés et raccordés aux attentes prévues à cet effet.

Le réassort des consommables est réalisé dès que nécessaire.

Si les sanitaires du site sont utilisés, le cheminement piéton est indiqué sur le PIC réalisé par le maître d'œuvre.

Nettoyage des installations :

Il appartient à chaque entreprise :

- de laisser les installations d'hygiène dans un état de salubrité satisfaisant
- de respecter et faire respecter les règles d'hygiène élémentaires
- de veiller à la collecte et l'évacuation des déchets ménagers

En complément de l'utilisation respectueuse des entreprises, le **LOT GROS OEUVRE** est en charge de l'entretien de la base vie avec une périodicité quotidienne pour les sanitaires et bi-hebdomadaire pour les autres locaux.

La mission d'entretien et de nettoyage de la base vie peut être confiée à une autre entreprise en phase second œuvre. Le maître d'œuvre d'exécution désigne 4 semaines au préalable, l'entreprise qui assure cette mission et les moyens qui lui sont alloués.

**Ces locaux de vie et d'hygiène sont réalisés suivant les prescriptions du code du travail.
Art R 4534-137 à 151**

En cas de contradiction entre le CCTP ou le CCAG de la maîtrise d'ouvrage et la prescription du PGC, la ou les articles de loi liés au sujet traité sont prioritaires dans l'ordre de préséance des documents soumis aux entreprises.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La règle générale est la suivante :

Chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.

En complément, voici les règles usuelles sur chantier :

- La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.
- Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres vers les bennes de tri sélectif mises en œuvre par le **LOT GROS OEUVRE** (organisation et nombre de benne à affiner en phase préparation)
- Dans le cas d'implantation de bennes sur site, celles-ci doivent être remplacées avant tout débordement et munies de dispositifs prévenant l'envol des déchets
- Aucun encombrement ni risque pour la circulation des engins et du personnel ne doivent être constatés
- La maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et/ou le coordonnateur SPS peuvent demander une intervention d'évacuation, aux frais des fautifs, voire du compte prorata, en cas de situation non gérée entraînant un chantier sale et encombré

NOTA BENE : cette organisation ne s'applique qu'à partir du démarrage des travaux de GROS OEUVRE. LE LOT TERRASSEMENT - VRD se charge, ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation des déchets et des décombres par ses propres moyens lors de sa phase d'intervention.

Nettoyage des zones d'intervention :

Les dispositions prises ci-dessous ont pour but de maintenir le chantier en bon ordre et dans un état de salubrité satisfaisant.

Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier :

Entretien et nettoyage des voiries du site pendant la durée des travaux (lors des phases d'évacuation ou d'approvisionnement de matériaux), compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la Sécurité des usagers.

Mesures générales :

Chaque entreprise est responsable de ses déchets, de leur stockage et de leur évacuation vers le point déchetterie.

Le stockage de déchets et de décombres dans les bâtiments est strictement interdit.

Les déchets sont stockés hors des zones de circulation et de travail afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain-pied.

L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.

En cas de manquement aux obligations en matière d'hygiène et de salubrité, une entreprise extérieure pourra être missionnée par le maître d'ouvrage aux frais de la ou des entreprises défaillantes sur demande du maître d'ouvrage, contractant général ou coordonnateur SPS.

Mesures particulières :

Chaque entreprise doit effectuer :

- En fin de journée, un nettoyage et un rangement des zones concernées par son intervention
- En fin de semaine, un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention

De plus, les entreprises doivent pouvoir justifier du traitement des déchets conformément à la loi AGECE du 01/07/2021, ainsi, ils doivent pouvoir justifier :

- Des modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue
- Des lieux de collecte prévus pour le dépôt des déchets (déchèteries professionnelles, points de collecte...). Ces derniers devant être identifiés au moyen d'une adresse et d'une raison sociale.
- Des bordereaux de mise en déchetterie et de traitement des déchets.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **GROS OEUVRE ou MOE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise désignée par le maître d'œuvre soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser à minima sur un plan coté et en couleur la localisation :

- Des accès, circulations et cheminements depuis l'entrée du site vers les zones de travaux.
- des conduites enterrées et aériennes,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des plans de recettes (plans des façades) si nécessaire.
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- Des emplacement et accès protégés dans les ouvrages échafaudés au droit des accès et entrées du bâtiment.
- De l'emplacement et du chemin d'accès vers le PC sécurité.
- « de l'emplacement de la ou des grues » qu'elles soient fixes ou mobiles,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

Spécifiquement pour cette opération qui relie des bâtiments en exploitation avec la zone de travaux, le PIC devra également faire apparaître :

- La position du PC sécurité et le cheminement pour y accéder.

- Les accès condamnés et interdits
- Les emplacements d'accès protégés à réaliser sur les échafaudages, au droit des accès conservés.
- Les zones de travaux situées au sein de l'exploitation et hors zones "NORD et SUD" tel que défini sur les plans d'exécution
- Les cheminements intérieurs de l'exploitation du site nécessaires à l'opération
- TOUT élément nécessaire à la vie de l'exploitation et à l'interdiction de coactivité entre travaux et centre hospitalier.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **GROS OEUVRE ou MOE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Accès	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Circulations	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Signalisation	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Stationnement	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Stockage	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Réseaux provisoires de chantier	La ou les entreprises désignées dans la NOC du maître d'ouvrage.	VRD, GROS OEUVRE, ELECTRICITE, PLOMBERIE selon le détail du PGC	Toute la durée de l'opération
Coffret électrique général	VRD, GROS OEUVRE	VRD, GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Toute la durée de l'opération
Cantonnement	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Infirmier de chantier	Sans objet pour cette opération	Sans objet pour cette opération	Sans objet pour cette opération
Nettoyage hors cantonnement	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Toute la durée de l'opération
PIC	GROS OEUVRE ou MOE	GROS OEUVRE ou MOE	Toute la durée de l'opération
Protections collectives	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Accès hauteur communs	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Déchets - Gravats	GROS OEUVRE pour la gestion des bennes	GROS OEUVRE pour la gestion des bennes	Toute la durée de l'opération

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE Toute la durée des travaux		Gros œuvre	Contact électrique direct ou indirect Rupture, effondrement Multi danger Multi danger	.
		Terrassement - VRD	Environnement naturel	.
		Sols souples	Chute d'objets, éclats Multi danger Déplacement de plain-pied	Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage.
		Colonnes montantes - Plomberie	Chute d'objets, éclats	
		Menuiseries Extérieures Aluminium	Chute d'objets, éclats	
		Ascenseurs	Chute d'objets, éclats	.
		Gros œuvre - Electricité - Plomberie	Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect	.
		Charpente - Couverture	Chute d'objets, éclats Rupture, effondrement Chute d'objets, éclats	.
		SCIAGES	Contact électrique direct ou indirect	Consignations avant tous travaux de démolition sciage et carottage
		Tous Lots	Manutention manuelle Contact électrique direct ou indirect Bactéries, virus, parasites	TMS. .
		Cloisons	Bactéries, virus, parasites	.
		Etanchéité	Bactéries, virus, parasites	.
		Revêtement de façades	Rupture, effondrement	.
		Menuiseries intérieures bois	Inhalation poussières	.
		Platerie	Manutention manuelle	.

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TCE Toute la durée des travaux

Gros œuvre

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Avant toute intervention de démolition l'entreprise devra s'assurer de la consignation des fluides.	Seuls les personnels formés et habilités peuvent intervenir sur les dispositifs électriques Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : - Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière) - Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. - Afin de prévenir le risque d'effondrement des éléments maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la solidité des ouvrages n'est pas garantie. - Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, blindages, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.	Interdiction de coactivité sous les zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives. Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.
Multi danger	Protection contre les blessures téleribrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Terrassement - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Environnement naturel	Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement identifiées par des panneaux.	Maintien des circulations horizontales libres de tout obstacle

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Sols souples

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Gestion des déchets de découpe : évacuation à l'avancement avec goulotte ou dans des seaux suivant quantités	Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés.
Multi danger	Pour supprimer tout risque de chute de plain pied, la protection de sols après ouvrage doit être stabilisée et ne présenter aucun pli, rebord, ou défaut de maintien au sol.	Respect des zones balisées. Informé le LOT RVT DE SOLS de toute défaillance dans l'installation de sa protection de sol.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.

Colonnes montantes - Plomberie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Carottage et perçement : - Interdire l'accès derrière ou sous la zone de carottage ou du perçement. - Mise en place d'un système de récupération des gravats	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Menuiseries Extérieures Aluminium

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguage des charges par personnel formé. Interdire les zones de levage	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Ascenseurs

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Réceptionner les protections collectives (avec plinthes) du Gros oeuvre avant intervention. Lors des travaux en partie basse de la gaine, des écriteaux les signalant seront apposés à chaque niveau.	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger. Interdiction de jeter les déchets dans les cages d'ascenseur. Installation de protections collectives toutes hauteurs avec

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
		plinthes devant les portes d'ascenseurs. Nettoyage des gaines avant travaux y compris pompage fond fausse ascenseur si nécessaire.

Gros œuvre - Electricité - Plomberie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	Seuls les personnels formés et habilités peuvent intervenir sur les dispositifs électriques Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Charpente - Couverture

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Evacuation journalière des déchets présent sur la toiture. Interdire tout risque d'envol. Les bigs bags d'évacuation des matériaux doivent être en bon état et rempli en fonction des charges qu'ils sont capables de recevoir (étiquetage présent).	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.
Rupture, effondrement	Coordination avec le charpentier ou le GO : Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...) Passerelle en périphérie : Coordination avec le GO pour le positionnement des points d'ancrage ou : échafaudage commun	Si échafaudage commun : - Montage et vérification par personnel formé, habilité - Convention d'utilisaton obligatoire - Définition par chacun des besoins, planning, charge, accessibilité... - Respect des zones balisées - Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.
Chute d'objets, éclats	Toiture bac acier : Gestion des déchets de découpe. Neutralisation de la zone au sol	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

SCIAGES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer de la consignation des réseaux avant tous travaux de sciages ou de carottage, demande des PV de consignation avant le début des travaux	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger. Seuls les personnels formés et habilités peuvent intervenir sur les dispositifs électriques

Tous Lots

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger. Seuls les personnels formés et habilités peuvent intervenir sur les dispositifs électriques
Bactéries, virus, parasites	Validation des modes opératoires par le CCLIN de l'hôpital (limiter la propagation des poussières) afin d'éviter le risque infectieux vers les parties de l'hôpital en activité. Baliser les zones d'intervention et / ou mise en place d'un confinement Analyse spécifique et définition des mesures adaptées	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Cloisons

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bactéries, virus, parasites	Validation des modes opératoires par le CCLIN de l'hôpital (limiter la propagation des poussières) afin d'éviter le risque infectieux vers les parties de l'hôpital en activité. Baliser les zones d'intervention et / ou mise en place d'un confinement Analyse spécifique et définition des mesures adaptées	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Étanchéité

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bactéries, virus, parasites	Port des protections respiratoires	Port des protections respiratoires Limiter ou supprimer autant que possible la coactivité.

Revêtement de façades

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Échafaudage adapté au stockage des matériaux (pierre, brique, gâche à mortier...)	Si échafaudage commun : - Montage et vérification par personnel formé, habilité - Convention d'utilisaiton obligatoire - Définition par chacun des besoins, planning, charge, accessibilité... - Respect des zones balisées - Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Menuiseries intérieures bois

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	Port des protections respiratoires Limiter ou supprimer autant que possible la coactivité. Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Plâtrerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière. Poser les plaques à plusieurs personnes ou à l'aide d'un lève plaques.	Respect des zones balisées Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque individu est responsable de sa propre sécurité en premier lieu.
- Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de **GROS OEUVRE** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives des ouvrages béton classiques, notamment pour les rives de planchers, trémies, escaliers, ouvertures en façades, Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

Dans le cas d'un retrait ponctuel (pour approvisionnement notamment), des dispositions de protection antichute transitoires sont à prendre par l'entreprise intervenante. Une remise en place des protections, à l'identique, est à prévoir par l'entreprise les ayant déposées, dès la fin d'intervention.

Toute entreprise qui dépose temporairement les protections collective doit le faire savoir au LOT GROS OEUVRE et au MOE.

DECOUVERTE D'ENGIN DE GUERRE

Lors des terrassements, fouilles, excavations ou autres travaux en pleine terre, si un engin de guerre est découvert ou repéré, l'Entreprise devra :

- suspendre le travail dans le voisinage et y interdire toute circulation au moyen de clôture, panneaux de signalisation, etc. ;
- informer immédiatement le Maître d'Œuvre ainsi que l'autorité chargée de faire procéder à l'enlèvement des engins non explosés ;
- ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation ;
- en cas d'explosion fortuite d'un engin de guerre, l'Entreprise devra en avvertir immédiatement le Maître d'Œuvre et prendre les mesures définies au présent article.

CONCERTATION EN PHASE DE PREPARATION

-Une mise au point, idéalement en phase préparation, est réalisée par le **LOT GROS OEUVRE** en coordination avec les entreprises des **LOTS ETANCHEITE, MENUISERIES EXTERIEURES, SERRURERIE** (et avant leurs interventions) afin rendre compatibles les diverses interventions entre elles (pas de déplacement des garde-corps lors des travaux de pose des menuiseries extérieures par exemple, décalage des protections ...) le coordonnateur SPS est convié à cette réunion.

NOTA BENE : le LOT ETANCHEITE se coordonne avec le lot GROS OEUVRE pour assurer la continuité des protections collectives en toitures. Le LOT TERRASSEMENT - VOIRIE - RESEAUX DIVERS gère ses propres protections collectives pour ses phases de travaux. Ces dernières doivent restées en place jusqu'à la fin de toutes les interventions de tous les corps d'état sur les zones considérées.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise LE LOT GROS OEUVRE est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise LE LOT GROS OEUVRE qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise.

Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

En complément, les mesures décrites dans la NOC du maître d'ouvrage relatives à la prévention de la santé des exploitants, patients, et toute personne évoluant dans l'établissement, sont décrites dans la NOC annexée au PGCSPPS par le maître d'ouvrage.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible.

Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

Les locaux de stockage des produits dangereux sont reportés au PIC et l'affichage est assuré par l'entreprise GROS ŒUVRE.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

- Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.
- Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.
- Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.
- Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.
- Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra

préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Convention d'utilisation entre entreprises obligatoire.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Le personnel de conduite doit être autorisé.

Les engins doivent être à jour des contrôles réglementaires.

Les manœuvres doivent être guidées par du personnel muni de vêtements haute visibilité.

Les zones d'évolution doivent être clôturées et/ou balisées.

Les conducteurs d'engins ont sur eux ou à disposition sur chantier leurs autorisations de conduite et CACES.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Voir détail dans l'annexe « MESA »

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise en charge de la réalisation des ouvrages de travail en hauteur (echafaudages), en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

Les emplacements protégés sont reportés sur le PIC.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

La règle générale est la suivante :

chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres vers les bennes de tri sélectif mises en œuvre par le LOT GROS OEUVRE (organisation et nombre de benne à affiner en phase préparation)

Les entreprises doivent pouvoir justifier du traitement des déchets conformément à la loi AGEC du 01/07/2021, notamment :

- Les modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue
- Les lieux de collecte prévus pour le dépôt des déchets (déchèteries professionnelles, points de collecte...). Ces derniers devant être identifiés au moyen d'une adresse et d'une raison sociale.
- Les entreprises doivent pouvoir produire les bordereaux de mise en déchetterie et de traitement des déchets.

Dans le cas d'implantation de bennes sur site, celles-ci doivent être remplacées avant tout débordement et munies de dispositifs prévenant l'envol des déchets

Aucun encombrement ni risque pour la circulation des engins et du personnel ne doivent être constatés

La maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et/ou le coordonnateur SPS peuvent demander une intervention d'évacuation, aux frais des fautifs, voire du compte prorata, en cas de situation non gérée entraînant un chantier sale et encombré

NOTA BENE : cette organisation ne s'applique qu'à partir du démarrage des travaux de GROS OEUVRE. LE LOT TERRASSEMENT - VRD se charge, ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation des déchets et des décombres par ses propres moyens lors de sa phase d'intervention.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

La règle générale est la suivante :

chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres vers les bennes de tri sélectif mises en œuvre par le LOT GROS OEUVRE (organisation et nombre de benne à affiner en phase préparation)

Dans le cas d'implantation de bennes sur site, celles-ci doivent être remplacées avant tout débordement et munies de dispositifs prévenant l'envol des déchets

Aucun encombrement ni risque pour la circulation des engins et du personnel ne doivent être constatés

La maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et/ou le coordonnateur SPS peuvent demander une intervention d'évacuation, aux frais des fautifs, voire du compte prorata, en cas de situation non gérée entraînant un chantier sale et encombré

NOTA BENE : cette organisation ne s'applique qu'à partir du démarrage des travaux de GROS OEUVRE. LE LOT TERRASSEMENT - VRD se charge, ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation des déchets et des décombres par ses propres moyens lors de sa phase d'intervention.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
 - DICT à établir par le LOT TERRASSEMENT - VRD, le LOT GROS OEUVRE et le LOT ESPACES VERTS avant leurs interventions respectives.
 - Les retours de DICT sont à mettre à disposition de tous les intervenants et sont conservés sur chantier.
 - NOTA BENE : Toutes les entreprises prennent connaissance des DICT ou font la demande à la maîtrise d'œuvre d'exécution.
 - Faute de retour, une DICT est à demander à nouveau par l'entreprise intervenant.
- Demandes d'arrêtés - Demande d'ARRETES DE CIRCULATION ET OU D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC : à établir auprès de la mairie de LORIENT pour les phases d'occupation de ce dernier notamment lors de la création des accès définitifs ou provisoires au chantier, du montage de grue ...

La gestion des demandes d'arrêtés est répartie comme suit :

- phase terrassements et réseaux : à charge du LOT TERRASSEMENT - VRD
- Phase gros œuvre : LOT GROS OEUVRE pour les occupations générales liées à l'organisation du chantier, à charge de chaque intervenant pour les besoins particuliers ponctuels
- Durée de l'opération : chaque entreprise ayant un besoin d'occupation du domaine public.
- Autorisations concessionnaires - La réglementation sur la prévention du risque d'endommagement des réseaux inscrite dans le Code de l'environnement a rendu obligatoire, à partir du 1er janvier 2018, pour un certain nombre d'acteurs, l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). La délivrance de l'AIPR est faite par l'employeur.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre ...) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'opération se déroule au sein d'un centre hospitalier en activité.
A cet effet, il convient d'adopter entre autres, les mesures suivantes :

Les mesures décrites dans la NOC du maître d'ouvrage relatives à la sécurité et à la préservation de la santé des exploitants, patients, usagers du centre hospitalier, sont à appliquer impérativement.

En complément ,il convient également de respecter les règles suivantes :

- Le chantier doit être constamment clos et indépendant
- Les entreprises tiennent compte de cet environnement et s'assurer de limiter les nuisances sonores au maximum. Concernant ces dernières, les entreprises utilisent du matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur, notamment au décret n° 88-525 du 5 mai 1988.
- Les entreprises respectent la réglementation concernant la circulation. La circulation des engins et véhicules doit se faire au pas.
- Les entrées et sorties de chantier doivent être effectuées à l'aide d'un chef de manœuvre au sol. Elles doivent impérativement être guidées par du personnel muni de vêtement haute visibilité.
- Aucune emprise ni stationnement de véhicules n'est autorisée en dehors de l'emprise de l'opération.
- Les entreprises mettent en œuvre toute la protection nécessaire vis-à-vis des tiers et des constructions mitoyennes.
- Les entreprises tiennent compte dans l'ensemble des modes opératoires des travaux (installations de chantier, position de la grue et sa zone de survol, approvisionnements des matériaux et matériels nécessaires au chantier), des contraintes engendrées par la localisation du chantier, et notamment pour le maintien des circulations piétonnes et des véhicules notamment de secours aux abords des différentes zones en chantier.
- Aucun stockage n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier.
- Les piétons sont déviés et des signalisations doivent être mises en place des deux côtés des entrées du chantier.

Le CSPS se réserve le droit de faire stopper les travaux si l'opération interfère avec l'exploitation ou le public, créant un risque majeur vis à vis des tiers.

L'arrêt des travaux sera maintenu jusqu'au retour à une situation réglementaire.

Les arrêts de chantier et les entreprises responsables seront inscrits et désignées au registre journal de l'opération.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

- Pas de projet connu à proximité à date de rédaction du PGC.
- Le Maître d'ouvrage se tient informé de la naissance d'un projet en cours d'opération.
- Dès prise de connaissance d'un projet, le maître d'ouvrage met en relation les CSPS des deux opérations afin de coordonner les mesures nécessaires et les actions à mener.
- Une révision du PGC peut intervenir après concertation.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

- La Maîtrise d'Ouvrage n'a pas remis de Plan de Prévention mais s'est assurée du phasage et a participé à l'élaboration du Plan d'Installation de Chantier avec le Contractant Général.
- L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
- La limitation de vitesse à l'intérieur de l'établissement est fixée à 10 km/h,
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en œuvre actuelles,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, etc . . .

NOTA A TOUS LES INTERVENANTS :

Toutes les dispositions énoncées dans le présent document, s'appliquent également vis à vis des chefs d'établissements, des boutiques et prestataires indépendants installés dans le centre hospitalier.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La gestion des permis feu ne fait pas parti de la mission CSPS.

Pour simple rappel :

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- Les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage
- Les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en œuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se rapprocher du PC sécurité identifié comme tel sur le PIC pour les modalités relatives au permis feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régis sous plan de prévention.

6.7. Cas particulier

(Sans objet)

7. ORGANISATION DES SECOURS

L'organisation des secours respecte les consignes suivantes :

- La langue d'usage du chantier est le Français.
- Chaque entreprise s'assure que les consignes de sécurité du chantier sont comprises par ses salariés.
- Au minimum 1 personne par équipe parle et comprends le Français afin de transcrire les consignes notamment en cas d'évacuation du chantier
- Le ou les PRS (Point Rassemblement Secours) est connu de tous. Il (ils) est (sont) reporté(s) sur le PIC

En cas d'accident avec un blessé :

- Contacter un SST présent, appeler les secours (fiche "appel en cas d'urgence chantier" OPPBTP)
 - Organiser l'accueil des secours par des hommes guides équipés de vêtements haute visibilité, depuis le lieu de l'accident, un homme à chaque intersection jusqu'à la voie publique.
- Le guidage des secours se fait à l'oral ou avec des indications de directions menées avec les bras en position fixe.

En cas d'évacuation de chantier :

- Lors de la passation de consigne, évacuer immédiatement laissant tout matériel, outillage sur site.
- Evacuer sans précipitation pour éviter les risques de chutes et de bousculade.
- Rassemblement au PRS

En cas de fuite de gaz :

- L'alerte est donné par la consigne orale "GAZ, GAZ..."
- Arrêt immédiat de toute utilisation de matériel portatif ou filaire.
- Evacuation immédiate du site dans le calme
- Interdiction d'actionner les interrupteurs, prises, coffrets, disjoncteurs quels qu'ils soient.
- Les cigarettes sont éteintes, il est interdit de fumer.
- Rassemblement au PRS puis hors zone
- Interdiction de démarrer tout véhicule terrestre motorisé.
- Les entreprises qualifiées ou services de secours donnent les consignes spécifiques.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous.**

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé).** L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

L'article renvoie au chapitre 7 du PGC et aux dispositions prises dans les PPSPS tenus à jour dans le registre journal.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

La matérialisation d'un point de rencontre secours au niveau de l'entrée du site est confiée à l'entreprise désignée dans la NOC du maître d'ouvrage pour le balisage et l'affichage du chantier.

A reporter sur le plan d'installation de chantier également.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : 56/LORIENT/GHBS/ONCOLOGIE/SPS

Adresse : RUE LOUIS GUIGUEN 56100 LORIENT

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

La matérialisation d'un point de rencontre secours au niveau de l'entrée du site est confiée à l'entreprise désignée dans la NOC du maître d'ouvrage pour le balisage et l'affichage du chantier.

A reporter sur le plan d'installation de chantier également.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

8. CISSCT

8.1. Objectifs du CISSCT

Le **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail** (dénommé également CISSCT) a pour objectif, sur proposition du coordonnateur, de définir certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier. Il peut également aborder les questions de formation et d'information des salariés. Il vérifie que l'ensemble des règles prescrites (par lui-même ou par le coordonnateur) sont effectivement mises en œuvre.

8.2. Constitution du CISSCT

Le chantier comprenant l'intervention de plus de 10 entreprises et le volume des travaux dépassant 10.000 hommes / jours, le Maître d'Ouvrage a constitué un CISSCT.

Le Collège est présidé par le Coordonnateur Sécurité désigné pour la phase " réalisation " du projet.

8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier et employant au moins 10 salariés pendant 4 semaines participent obligatoirement au CISSCT.

Participent avec voix délibérative :

- le Coordonnateur Sécurité de la phase " réalisation ",
- le Maître de l'œuvre,
- le représentant de chaque entreprise,

Participent avec voix consultative :

- un salarié de chaque entreprise, employé sur le chantier.

La participation au CISSCT est mentionnée obligatoirement dans les contrats entreprises / sous-traitants.

Sont invités à titre consultatif :

- un délégué du CHSCT (ou délégué du personnel) de chaque entreprise
- l'Inspecteur du Travail
- le représentant de la CRAM ou CARSAT.
- le représentant de l'OPPBTP.
- toute personne qui de par ses connaissances peut contribuer à améliorer les conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et la coordination / phasage des interventions sur l'opération.

La mission du CISSCT est :

- d'assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et conditions de travail,
- de vérifier l'application des mesures décidées par le Coordonnateur SPS ou par le collège lui-même,
- de régler les difficultés qui pourraient s'élever entre ses membres.

Les entrepreneurs communiqueront systématiquement au CISSCT rapports, notes et observations de l'Inspection du Travail, de la CARSAT, de l'OPPBTP ou de tout autre Organisme d'Hygiène et de Sécurité

En cas d'accident grave, les entrepreneurs avertiront immédiatement : le Coordonnateur Sécurité, le Maître de l'œuvre, l'Inspection du Travail, de la CARSAT, et l'OPPBTP.

8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T

Voir en annexe.

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_METAH
- Annexe_MESA
- Annexe_SCALP